

VIKRAM BHUJUN PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION OF CONSULTING ENGINEER

# «Le gouvernement devrait mettre en pratique la Private Financial Initiative »



Le secteur de la construction à Maurice fait face à pas mal de difficultés depuis quelques années déjà. Malgré les projets annoncés dans le budget en début d'année, le nombre de personnes licenciées ne cesse d'augmenter. Dans l'entretien qui suit, Vikram Bhujun, ingénieur et président de l'Association of Consulting Engineer, fait le point sur la situation de ce secteur

ORNELLA THATHIAH

↳ **Récemment, le ministre du Tourisme a fait état d'un nombre grandissant de travailleurs étrangers dans les secteurs de la construction et le tourisme. Qu'en pensez-vous?**

Effectivement, la construction est envahie par beaucoup de travailleurs et contracteurs étrangers, principalement les Chinois. Cela a un bon, et un mauvais côté. C'est à partir de 2001-2002 que les contracteurs chinois sont arrivés en grand nombre. Quand ils ont vu que le marché était fluorescent, ils sont restés.

L'avantage, c'est qu'ils ont introduit une nouvelle méthode de construction. Nous devons prendre en considération que de 2001-2002, nous avons commencé à avoir des bâtiments de grande envergure, «techno». Il y avait très peu de contracteurs mauriciens qui avaient les compétences requises et l'expertise pour construire ce genre de bâtiments. Donc quand les Chinois sont arrivés, ils ont introduit la construction de ces types de bâtiments modernes. En plus, ils pouvaient construire ces bâtiments à un prix vraiment très compétitif et les contracteurs mauriciens à l'époque, n'auraient pas pu se mettre en compétition avec eux. Plusieurs bâtiments de la cyber-cité ont été construits par des Chinois et ensuite ils se sont mis à construire des hôtels.

L'aspect négatif c'est que ces Chinois ne donnent pas vraiment la chance aux travailleurs mauriciens. Ils préfèrent employer leurs concitoyens. Mais aujourd'hui, il y a malheureusement trop de travailleurs étrangers tels que Bangladeshi, les Sri Lankais et les Chinois. Ce que nous devons aussi prendre en considération, c'est que les Mauriciens ne voulaient pas travailler. Mais de nos jours la situation a changé, nous avons les compétences nécessaires et il y a même des femmes qui veulent travailler dans la construction. Quelqu'un qui travaille sur un chantier gagne entre Rs 500 et Rs 700 par

journée.

↳ **Selon vous quelle est la solution?**

Je pense que c'est au niveau de Policy. Il n'y a pas de mal à octroyer des permis aux étrangers, mais il faut tout d'abord prouver qu'il y a un manque de main-d'œuvre locale. Dans la situation présente, ce serait préférable de ne pas renouveler les permis. Les contracteurs se doivent d'employer des travailleurs mauriciens.

↳ **Même si on encourage les Mauriciens à sauter le pas, croyez-vous qu'ils seront prêts à intégrer le secteur de la construction?**

Il y a un dicton très commun dans ce métier : «Hier il était maçon, aujourd'hui il est crépisseur, demain il sera plombier et après-demain il sera électricien.» La construction emploie généralement des gens qui n'ont rien d'autre à faire. Je pense qu'une formation est nécessaire, surtout pour les jeunes. Avec cette formation ils vont se sentir valorisés et essayeront de mettre en pratique ce qu'ils ont appris. Vous leur demandez de travailler sur un chantier, ils voudront certainement travailler parce qu'ils ont été formés pour le faire.

Le problème principal c'est qu'il faudra relancer le secteur de la construction, étrangère ou pas, nous ne pouvons pas tout contrôler parce que nous sommes un marché libre. Si nous imposons des restrictions chez nous, il faut s'attendre à faire face à des restrictions là où nous voudrions investir. Les entreprises mauriciennes ne voudront pas faire face à tout cela si elles veulent aller en Afrique, en Chine ou même en Inde.

↳ **Créer des emplois pour les Mauriciens est une chose. Encore faut-il qu'il y ait des projets, n'est-ce pas?**

Dans tous les pays qui sont en voie de développement, quand il y a un ralentissement dans la construction, le gouvernement intervient pour relancer

ce secteur. Le gouvernement a un grand retard au niveau des facilités et services qui nécessitent des bâtiments. Par exemple les hôpitaux, il faut en construire et rénover, des écoles et même des infrastructures sportives. Tous les jours nous entendons parler de la santé des Mauriciens, nous pouvons constater combien de gens font leur jogging dans les rues, les champs de canne. Ce qui démontre que nous avons besoin de ce genre d'infrastructures. Des projets à long terme ont été annoncés dans le budget mais nous avons besoin des petits projets dans l'immédiat.

Lorsque le gouvernement investira dans ce secteur, le secteur privé va automatiquement, lui aussi, accroître son investissement dans la construction. Celle-ci a un effet justificateur dans l'économie. Je comprends que le gouvernement ait des moyens limités, mais il y a beaucoup d'autres moyens pour le gouvernement de construire à travers des projets tels que la Private Financial Initiative (PFI). En Europe tous les grands projets d'infrastructures publiques sont financés par le privé.

↳ **Lors d'un débat auquel vous avez récemment participé et d'autres acteurs aussi, quelqu'un a soulevé le problème du secteur informel. Pouvez-vous nous expliquer?**

C'est impossible d'enregistrer tout le monde dans ce secteur informel que nous ne pouvons pas contrôler. Il faut que nous comprenions comment se passe l'emploi dans ce secteur. Ils n'ont jamais un emploi direct avec le client. Ce sont des contracteurs qui leur donnent du travail. Il faudra peut-être créer des mécanismes pour qu'ils aient l'occasion d'avoir accès aux gros chantiers.

↳ **Vous avez évoqué la situation des contracteurs. Doit-on comprendre que les grosses compagnies souffrent à cause des contracteurs?**

Chacun a sa part du marché, sa zone d'activité entre autres. Je ne comprends pas comment une grosse compagnie peut être affectée par un simple con-

tracteur pour la construction de maisons. Ils ne sont pas dans le même marché. De plus, c'est justement parce que ces grosses compagnies ont négligé ces petits contracteurs, que nous en avons autant. Nous devons aussi comprendre que la demande au niveau des logements n'a pas été affectée. Les gens construisent moins qu'avant, mais la demande est toujours là.

↳ **Devons-nous nous attendre à des licenciements dans les mois à venir?**

Certainement. D'ailleurs selon un membre de la Building & Civil Engineering Contractors Association (BACECA), ces membres n'auront pas grand-chose à faire après septembre. A ce moment-là, il y aura une réduction de leur personnel. Ce qui fait qu'il est important que dans les mesures budgétaires, le gouvernement arrive avec des projets à court terme.

↳ **Le gouvernement procédera à la relance de l'économie à travers un high 'Powered Committee'. Pensez-vous qu'il y aura quelque chose pour la construction?**

Il faudra d'abord trouver de l'argent pour les projets annoncés dans le budget. Je pense que s'ils veulent changer la situation, c'est plus par rapport au prochain budget, où le gouvernement doit mettre rapidement en place des projets à court et moyen terme. Les projets d'envergure tels que les smart cities sont des projets qui prennent du temps.

↳ **Le secteur privé n'a pas non plus investi tellement dans le secteur dernièrement. Par manque d'argent, de direction ou autre chose ?**

Le secteur privé n'a pas construit parce qu'il y avait un ralentissement du business. En 2014, il n'y avait pas grand-chose dans ce pays, il n'y avait pas de ministre des Finances, pas de décisions importantes qui ont été prises, l'Assemblée n'a pas fonctionné. La situation politique de 2014 a eu un effet néfaste sur notre économie.